

Saskatoon. Ces brochures s'intitulent *Qu'on arrête le voleur* et *L'inflation signifie la ruine*. Elles renferment quantité de renseignements utiles. Les honorables sénateurs qui se les procureront les trouveront très intéressantes, j'en suis sûr. C'est ainsi qu'en les lisant j'ai appris que durant les 13 mois précédant octobre dernier, le montant d'argent que possédaient les Canadiens a augmenté de 14 p. 100. Ce qui revient à dire qu'à la fin d'octobre 1958 il y avait en circulation ou en banque à la disposition du public \$114 au lieu de \$100 comme il y en avait treize mois auparavant. Or, je le répète, durant ce laps de temps le volume de marchandises et de services n'a pas augmenté. On me dit que l'augmentation de 14 p. 100 représente, en dollars, l'énorme somme d'un milliard et demi. De sorte que, à la fin d'octobre 1958, il y avait dans les goussets des Canadiens ou dans les banques un milliard et demi de dollars de plus qu'à la fin de septembre 1957.

Mes collègues me demanderont peut-être comment s'y prend le gouvernement pour prélever suffisamment de fonds pour combler l'énorme déficit qu'entraînent ses dépenses si le public n'achète pas d'obligations? La réponse est assurément fort simple. Le gouvernement porte ses obligations à une banque, que ce soit une banque à charte ou la Banque du Canada. La banque achète ces obligations et en acquitte le paiement en ouvrant au gouvernement un crédit pour le montant de ces obligations. De temps à autre, la banque met en circulation l'argent nécessaire pour compenser les retraits effectués par le gouvernement à même le crédit qu'elle lui a ouvert.

Il y a 18 mois que ce gouvernement est en fonction. S'il persévère dans la politique financière actuelle, je ne veux pas imaginer jusqu'où va monter la poussée inflationniste au cours des 18 mois à venir, à moins, bien entendu, que le gouvernement ne fasse face au problème avec le courage qui s'impose. Il n'est pas sans solution. J'avoue qu'il s'agit d'un problème difficile,—très difficile, même,—mais je le répète, il n'est pas sans solution. Le gouvernement du Royaume-Uni a su faire face à la même situation, et empêcher le coût de la vie de monter pendant la période de 12 mois qui a pris fin en novembre dernier.

Je me rends compte, honorables sénateurs, que le gouvernement a été extrêmement accaparé par des sujets politiques qui, à l'époque, étaient très fructueux. Il a, cependant, été averti des dangers qui le menaçaient et ne peut le nier. Les honorables sénateurs ont prononcé dans cette salle nombre de discours, certains éloquentes, tous convaincants, qui criaient au gouvernement les dangers de sa politique dépensière et le suppliaient de

l'abandonner. Si le gouvernement avait suivi le conseil de ces sénateurs qui, comme il le sait, sont des hommes de grande expérience en affaires tant publiques que privées, et ne sont guidés par aucun motif politique, il n'aurait pas attendu le discours du trône de 1959 pour tenter de préserver la stabilité et le pouvoir d'achat de notre monnaie. Mais le gouvernement s'est mis à la tâche. C'est un encouragement dont nous le remercions tous.

L'honorable M. Euler: Qu'a-t-il commencé?

L'honorable M. Macdonald: Mon honorable ami demande: qu'a fait le gouvernement? Au moins, il aborde le sujet dans le discours du trône. Il va sans doute lancer un appel à tous les Canadiens, spécialement à ceux qui appartiennent au monde des affaires, et leur demander de se tenir coude à coude pour résister aux forces de l'inflation. Mais le gouvernement doit donner l'exemple et il ne peut le faire en minimisant l'importance de ce problème ou en disant, par exemple: la situation n'est pas aussi grave que le public le pense, ou bien en parlant d'une "inflation sournoise". Dans la lutte à livrer au fléau montant, le gouvernement doit donner l'exemple et toute la population attend cet exemple.

L'administration précédente a fait face au danger et a pris des mesures en conséquence. A son avènement, la présente administration a entrepris une politique financière en contradiction absolue avec celle de ses prédécesseurs. Nous en déplorons aujourd'hui les désastreux résultats. Je ne doute aucunement que si l'administration actuelle avait suivi la politique financière du gouvernement St-Laurent appliquée par son habile ministre des Finances, l'honorable Walter Harris, nous aurions évité et le chômage et l'inflation qui assombrissent actuellement nos perspectives d'avenir.

L'honorable M. Brunt: Il n'a pu se faire réélire à cause de cette politique.

L'honorable M. Macdonald: Mon ami parle maintenant de réélection. Est-ce la seule chose qui importe à tous mes amis de l'autre côté de la Chambre? Je ne songe pas à cela, mais au bien-être du pays et j'ai bien l'intention d'en faire le sujet de la suite de mon discours.

Mais avant d'abandonner la question de l'inflation j'ajouterai que je ne veux pas laisser l'impression qu'à mon avis les temps auraient été meilleurs si nous n'avions jamais connu l'inflation. Je ne souhaite pas le retour de la belle époque où les œufs se vendaient 10c. la douzaine, le beurre 12c. la livre, le charbon \$4 la tonne et ainsi de suite à l'infini. Notre histoire révèle un immense progrès dans le domaine économique. Nos ressources naturelles ont été développées à un point